

DREAL-UD69-PS
DDPP-SPE-ML

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-147
portant mise en demeure
de la société THION à Cours**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mars 2012, autorisant, à titre de régularisation, la société THION, à exercer ses activités, 54 route de Charlieu à COURS ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 27 mai 2024 sur le site exploité par la société THION ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 06 juin 2025 sur le site exploité par la société THION ;

VU le courrier du 13 juin 2025 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui transmettant le rapport d'inspection susvisé et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 19 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que des non-conformités sont persistantes concernant les moyens d'intervention incendie et le stockage de produits chimiques sans rétention ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et nuisances pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. Objet

La société THION, située 54 route de Charlieu à COURS, est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de 6 mois, les dispositions des articles 27.2 et 27.3 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2012 en s'assurant du bon fonctionnement des RIA, du système de désenfumage, du système de sprinklage en réalisant les vérifications annuelles et les réparations nécessaires. Les rapports de contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées.

- dans un délai de 2 mois, les dispositions de l'article 26.3 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2012 en mettant en place des rétentions de volumes adaptés sous l'ensemble des conteneurs.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2. Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3. Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 5. Exécution

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Cours et au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône.